

Josette Féral, *La culture contre l'art*, essai d'économie politique du théâtre, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1990

Claude Bouffard

Numéro 16, printemps 1991

Art, artistes et société

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002139ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002139ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bouffard, C. (1991). Compte rendu de [Josette Féral, *La culture contre l'art*, essai d'économie politique du théâtre, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1990]. *Cahiers de recherche sociologique*, (16), 162–163.
<https://doi.org/10.7202/1002139ar>

perfectionnement, comme si l'excellence n'était pas atteinte et que les artistes n'étaient pas parmi les grands perdants d'une situation économique difficile.

Claude BOUFFARD
Étudiante
DESSGOC-HEC
Montréal

Josette Féral, *La culture contre l'art*, essai d'économie politique du théâtre, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1990.

L'essai de Josette Féral rend compte avec beaucoup de sérieux et de compétence de la situation du théâtre au Québec. En plus de recueillir des données spécifiques sur ce milieu, elle engage la recherche sur le terrain difficile de la définition de la culture. Féral nous introduit au sujet avec une partie très intéressante sur l'évolution de ce qu'est la culture dans l'histoire occidentale. Ce chapitre est écrit pour être dégusté, avant de tomber dans la dure réalité de la place actuelle de l'art.

L'étude va au cœur de ce qu'est la création artistique, elle se préoccupe de la production et de l'artiste. "Si l'évolution des budgets consacrés à la culture marque une progression constante au cours des années, la part réservée aux arts dans ces mêmes budgets se révèle par contre très faible, laissant les disciplines artistiques, y compris le théâtre, avec des subventions modestes"(p. 4).

La différence entre culture et art s'avère fondamentale, elle importe au point de changer la perception que nous avons des interventions de l'État dans les secteurs culturels. La plus grande partie des budgets va à la culture et les arts ne disposent que de miettes. Ce raisonnement s'appuie sur la place restreinte qu'occupe l'art aujourd'hui par rapport à l'expansion du fait culturel qui englobe, au sens large, tous les phénomènes sociaux.

Sur le plan des pratiques culturelles, la démocratisation de la culture n'est pas seulement liée à l'augmentation de la place que prend l'art dans la vie de tous les jours. C'est l'augmentation du temps de loisir qui serait, en grande partie, la cause de la croissance de la consommation culturelle, ainsi que la hausse générale du niveau de vie et les changements dans la quantité et la qualité des présentations artistiques. Ces constatations, le rapport Samson-Bélaïr les confirme et met à jour des données qui justifient la saturation de la demande et affectent sa croissance. Ce qui est particulier à l'étude de Féral, c'est le lien qu'elle établit entre la croissance de la consommation et le danger de ne subventionner que le type de produits culturels qui sont en demande sans tenir compte de la recherche de nouvelles formes d'expression.

Les dépenses culturelles des gouvernements ont augmenté régulièrement au cours des dix dernières années; ce que l'individu désinvestit dans la culture, le gouvernement tend à le compenser. La culture devient de plus en plus "chose d'État". Au niveau du financement des arts, les chiffres de Féral corroborent bien ceux du rapport Samson-Bélaïr, la différence essentielle tient encore dans le fait que la culture n'est pas la pratique artistique. Le financement des arts est donc bien en-deçà des demandes du milieu artistique pour un financement minimum de 1% des budgets gouvernementaux, et ce, malgré le pourcentage de 0.6% des budgets des dépenses générales des gouvernements dont il semble disposer.

Les déficiences des systèmes de financement évoquées par le rapport Samson-Bélaïr sont beaucoup mieux analysées dans cette étude. Tous les paliers gouvernementaux sont décortiqués et nous pouvons constater que le Conseil des arts du Canada, par exemple, ne peut échapper à toutes les responsabilités reliées à la culture, même si celui-ci pourrait s'attendre à ce que ses responsabilités soient partagées par d'autres ministères. Le rôle de leader du MAC au provincial est aussi sujet aux mêmes aléas. Et sauf à la ville de Montréal, le palier municipal, prend peu part au développement des arts. Sur le fond, les constatations sont semblables mais l'étude n'avait pas le mandat de faire des recommandations, ce qui assure un caractère plus "objectif" à ses constats.

L'historique de l'évolution des politiques culturelles renseigne aussi beaucoup sur les préoccupations des divers gouvernements à des époques données. Il apparaît que les programmes d'aide aux arts et à la culture, en plus d'être à 90% culturel et non artistique, restent le plus souvent à la remorque de l'évolution des disciplines artistiques que seule l'absence de politiques à long terme peut expliquer.

Féral conclut donc que: "L'une des principales distinctions qui s'impose comme condition indispensable à une véritable politique artistique cohérente est de distinguer — dans les programmes, les budgets, les institutions, les services — ce qui relève de l'art et ce qui relève proprement de la culture."

Nous sommes une autre fois confrontés à une analyse de la situation qui demandera à ceux qui en ont le pouvoir de faire un choix idéologique. Partant de l'analyse d'une même situation, les orientations de Samson-Bélaïr et de Féral semblent en bonne partie opposées. L'étude commandée par le MAC privilégie les institutions et les organismes à but lucratif comme moteur de la vie culturelle. Féral redonne à l'artiste et à sa pratique un rôle plus important dans son milieu, en démontrant que les arts ont toujours une place réduite dans les préoccupations culturelles de l'État.

Claude BOUFFARD
Étudiante
DESSGOC-HEC
Montréal